

LA RÉVOLUTION ANGOLAISE, AMORCE DE LA RÉVOLUTION IBÉRIQUE...

Le pouvoir étatique de Lisbonne n'est pas en mesure de survivre à la perte de ses colonies (1), dont l'exploitation entre pour un tiers dans le calcul du revenu national, équilibrant le déficit chronique de l'économie portugaise. Il est certain qu'une chute économique verticale déclencherait la révolution spontanée des masses. L'opposition portugaise en est parfaitement consciente, ne serait-ce que sa tiédeur anticolonialiste pour preuve.

Franco ne peut admettre l'effondrement violent d'une dictature aussi étroitement liée à la sienne, mais jusqu'où pourra-t-il soutenir matériellement Salazar? Il ne serait pas étonnant alors de voir la base révolutionnaire (50% de paysans) se tourner vers l'Espagne pour y porter l'insurrection. Le Portugal ne pourrait se survivre dans l'état de délabrement laissé par 37 ans de fascisme, coupé du continent par une Espagne demeurée franquiste.

Malheureusement, nous n'en sommes pas encore là, Angola 1963, c'est déjà 32 mois d'une effarante répression à outrance. Mais c'est aussi la lutte d'un peuple décidé à tout sacrifier pour sa dignité.

Nous ne pouvons ignorer l'importance de cette révolution, ni les immenses possibilités qu'elle offre au combat antifasciste européen, par la lutte armée des travailleurs angolais. C'est pourquoi nous avons demandé au Service de Presse européen du *Front national de Libération de l'Angola* de nous faire parvenir une documentation. La voici intégralement.

«Le jour n'est pas loin où les tams-tams de Uhuru se feront entendre dans les vallées, les forêts et les déserts d'Afrique. Le son du tam-tam annoncera la fin des régimes fascistes des dictateurs Salazar, Verwoerd et Franco».

Ahmed Dirla Hassan, Secrétaire de la Fédération des Travailleurs de la Fonction publique de Zanzibar et Pemba.

3% de «civilisés»?

La société façonnée par le fascisme portugais en Angola, repose sur une rigoureuse division des habitants «civilisés» ou «assimilés», et «non-civilisés».

Sont «civilisés»: les Européens (analphabètes ou non), 30.000 métis environ et autant de Noirs qui ont été en mesure de passer l'examen «d'assimilation». Avec les Européens, la population «civilisée» africaine a seule accès à l'instruction. Urbaine, relativement privilégiée, elle est entrée dans un circuit d'économie monétaire; c'est-à-dire qu'elle paie des impôts sur le revenu d'une activité généralement libérale, commerciale ou administrative. Le statut d'assimilation comportant nécessairement et juridiquement la rupture d'avec l'organisation tribale, la population «civilisée» de souche africaine est coupée à 97% du reste de la population dite «non civilisée». Celle-ci, paysanne, analphabète, vit selon un circuit économique d'auto-subsistance.

(1) L'ouvrage récent, qui nous paraît le mieux mettre en lumière l'impossibilité de survivre, pour le régime Salazar, à la perte des colonies, est celui de Perry Anderson: «*Le Portugal et la fin de l'ultra-colonialisme*», Maspero, Paris, 1963,. Malgré une sympathie excessive pour le M.P.L.A., qui perce surtout dans le choix des illustrations, et des annexes, c'est un travail de grande qualité.

Faute de pouvoir commercialiser un surplus suffisant de produits agricoles, au tarif du quasi-vol, pour acquitter la taxe annuelle (de 120 à 300 escudos) à laquelle ils sont assujettis dès 16 ans, les Angolais «non-civilisés» sont astreints au travail forcé périodique, s'ils ne peuvent pas prouver qu'ils ont été salariés durant au moins 6 mois l'année précédente.

Or, le seul emploi salarié possible pour eux, est précisément le travail forcé (à 50 anciens francs par jour).

La révolution angolaise

Initialement, les organisateurs de la lutte armée en Angola ont bénéficié de deux circonstances favorables. Premièrement, la situation de la frontière septentrionale de l'Angola qui d'un trait rectiligne sépare artificiellement les Bakongos congolais des Bakongos du nord de l'Angola. Le jeu de la solidarité ethnique, les va-et-vient de part et d'autre de la frontière, l'existence de cinq cent mille exilés angolais fixés dans le Bas-Congo et la région de Léopold-ville; les libertés, à tout prendre plus grandes, d'organisation politique au Congo belge qu'en Angola... Toutes ces conditions ont favorisé l'implantation des structures clandestines de l'*Union des Populations de l'Angola* (U.P.A.), fondée à Léopoldville le 10 juillet 1954.

La seconde circonstance favorable est l'indépendance du Congo, lorsque le président de l'Union des Populations de l'Angola, Roberto Holden, rappelé par Lumumba, rentra du Ghana où il s'était formé au contact des théoriciens du panafricanisme, et de l'ambassadeur du G.P.R.A. à Accra, Frantz Fanon (qui allait devenir son ami et son conseiller politique), il fut accueilli à Léopoldville avec une ferveur indescriptible, selon le journaliste africain Matumona, témoin de cette conjonction de la spontanéité populaire avec une direction politique.

Tirant sa leçon personnelle de la fin de son ami Lumumba devant la coalition des intérêts occidentaux, manquant de peu d'être entraîné dans sa chute et liquidé physiquement, Roberto Holden, possédé par la volonté de conquérir l'Indépendance de l'Angola, fait sa paix, après une période de clandestinité, avec les nouveaux dirigeants du Congo et se lance fiévreusement dans la préparation de la lutte armée.

Quelques semaines après la prise du «*Santa Maria*» (rendue possible, entre autres, grâce à l'aide d'anarchistes espagnols) et les massacres qui avaient suivi l'attaque de postes militaires et policiers à Luanda le 4 février 1961, le Conseil de Sécurité était saisi, le 10 mars, de la question de la situation angolaise. Le même jour, 400 militants, de l'émigration angolaise, porteurs d'armes automatiques et divisés en vingt groupes, commencèrent à s'infiltrer à travers la frontière, effectuant peu à peu leur jonction avec les réseaux et les villages de l'intérieur.

Le 14 mars, les travailleurs forcés des plantations du nord de l'Angola, déclenchaient une grève générale pour protester contre leurs conditions d'existence. Les porte-parole des travailleurs de la plantation «Primavera» furent reçus à coups de fusil par le colon Reis; il se jetèrent alors sur lui et le tuèrent. Comme une traînée de poudre, l'esprit de révolte grandit dans le nord de l'Angola. La grève générale devint insurrectionnelle. «*Après avoir déclenché l'insurrection à la plantation Primavera (les travailleurs) s'organisèrent en patrouilles de résistance. On comptait par centaines de semblables regroupements...*», (selon *Juventude revolucionaria* dans son numéro commémoratif de cette année).

Le 15 mars au matin (le jour du vote négatif du Conseil de Sécurité), les unités armées de l'*Union des Populations de l'Angola* (grossies par les éléments locaux auxquels elles assurèrent l'appui de leur puissance de feu) faisaient surface, frappant simultanément des villes et les communications du nord du pays, couvrant une région trois fois plus vaste que le Portugal. On enregistra 150 morts. La vitesse et l'étendue de l'offensive paralysèrent la résistance portugaise.

Rayonnant le long de trois axes principaux, compromettant la récolte de café qui représente 40% de la valeur totale des exportations de la colonie, ces groupes armés portaient un terrible coup, de plein fouet, au régime Salazar.

Triomphalement accueillies dans tout le nord de l'Angola, ces troupes, jour après jour gagnant des soutiens en chemin, bénéficiaient de l'avantage essentiel d'être composées de jeunes paysans de la région, qui avaient précédemment gagné le Congo pour échapper au travail forcé. En attendant la contre-offensive militaire portugaise, les colons se replièrent précipitamment sur les grandes villes, rongées, elles aussi, par le virus nationaliste.

En effet, parallèlement à l'organisation de la révolte paysanne, mais pratiquement étanche par rapport à celle-ci, un petit mouvement d'opposition structuré s'était constitué au sein de cette minorité africaine des villes, classée «*assimilée*» ou «*civilisée*» par le Portugal.

Issus de la population civilisée, seule en mesure, socialement et juridiquement, d'envoyer ses enfants au collège et plus tard à l'université au Portugal, quelques jeunes intellectuels angolais créèrent en 1955 un éphémère *Parti communiste angolais*. Celui-ci fusionnant avec d'autres groupes urbains, donna naissance, en décembre 1956, au *Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA)*. Ce parti, longtemps présidé par Mario de Andrade, fut considéré comme un mouvement progressiste au sens européen. Mais la base sociale du MPLA constituée par la population «civilisée», restait généralement opportuniste, liée au système d'échanges commerciaux du colonialisme, à des parents portugais, juridiquement coupée, par son statut d'assimilation, de l'organisation tribale des masses paysannes angolaises. Ces dernières haïssaient le policier ou le chef de poste «civilisé» qui «notens volens», les recrutait pour le travail forcé. Principalement concentré dans la capitale, le MPLA fut beaucoup plus facilement repéré par la police et en butte à la répression préventive. En 1959 ses derniers cadres, pour ne pas voir disparaître entièrement leur organisation, se réfugièrent à Conakry, en Guinée. C'est-à-dire à des milliers de kilomètres de l'Angola.

Le M.P.L.A., rata, par orgueil ou méfiance, une chance de s'unir aux partisans de Roberto Holden en août 1962. L'isolement du MPLA, au Congo, son incapacité de développer des contacts avec l'intérieur (due au contrôle militaire de la frontière par ses rivaux) obligèrent ses dirigeants à concentrer leur effort sur des actions de caractère diplomatique et propagandiste sur le plan international.

L'U.P.A. de son côté se renforçait sur le terrain, s'unissant le 27 mars 1963 avec un autre parti paysan, le *Parti Démocrate de l'Angola (P.D.A.)* au sein d'un *Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.)*. Le 3 avril de la même année les dirigeants du F.N.L.A. proclamaient un gouvernement de la République de l'Angola en exil (G.R.A.E.), présidé par Roberto Holden.

La propagande du M.P.L.A., relayée par certaines organisations européennes et répercutée par toute une série de publications complices ou abusées, demeurait toutefois si forte, qu'il fallut l'enquête d'une commission internationale africaine au Congo pour que soit reconnu le fait que le M.P.L.A. ne jouait qu'un rôle insignifiant dans la lutte de libération et ne comptait que 200 militante, déchirés en trois tendances rivales. Pour comble, il apparut que le président en titre du M.P.L.A., Agostinho Neto, s'était allié avec des groupuscules notoirement liés au régime salazariste, qu'il ne s'était pas évadé du Portugal mais avait été libéré et qu'enfin, il avait poussé l'opportunisme jusqu'à accepter des fonds de la part de sociétés coloniales portugaises prévoyantes.

L'intoxication européenne

A la veille de la Révolution de 1848 en Europe, les aspirations révolutionnaires des peuples écrasés par la Sainte-Alliance prenaient naturellement la forme du sentiment nationaliste. Il en va de même aujourd'hui en Angola.

Faute d'en avoir compris cela et par refus théorique d'admettre que les masses angolaises soient capables de trouver d'elles-mêmes les moyens d'assurer le succès révolutionnaire par des élargissements successifs de la revendication nationaliste initiale, une certaine gauche s'est couverte de ridicule dans l'affaire angolaise.

Elle a soutenu le *Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.)*, et trainé dans la boue l'*Union des Populations de l'Angola (U.P.A.)*. Aux yeux de cette gauche, le M.P.L.A. avait le mérite de ses options et de ses alliances marxistes internationales, l'U.P.A., par contre, prétendait-on, par défaut d'une telle orientation ne pouvait qu'échouer et frayer le chemin au néo-colonialisme américain.

En vérité, la politique «marxiste» des dirigeants du M.P.L.A. a été caractérisée par la volonté (en tous points digne de certains «révolutionnaires» européens) d'éviter le conflit armé avec le fascisme au profit d'une «politisation des consciences» sur la diffusion des principes fondamentaux de l'idéologie marxiste (2).

Les fondateurs de l'U.P.A. n'entraient pas dans ces détails. Soumis à la pression des masses paysannes infiniment plus radicales que les intellectuels et des petits-bourgeois citadins du M.P.L.A., les dirigeants de l'U.P.A. se préoccupèrent essentiellement d'acheter des fusils. Consacrant un minimum de leurs temps à l'édition de proclamations théoriques que la base populaire du parti composée de masses analphabètes ne lirait du toutes façons pas, ils collèrent à ses revendications et les répercutèrent en slogans oraux, simples et clairs.

Mais ne tenant pas à être accusés de schématisme doctrinal, nous allons exposer l'évolution historique de la manière la moins sommaire possible.

(2) Voir l'article de Mario de Andrade, président du M.P.L.A. dans «*Démocratie nouvelle*», sept. 1960.

L'échec du dogmatisme idéologique

Le MPLA aurait pu surmonter les difficultés objectives contre lesquelles il s'est écrasé, s'il n'avait pas appliqué dogmatiquement à la réalité angolaise le schéma qui affirme que le rôle principal dans la formation des *Fronts nationaux de libération* et dans le succès de leurs théories spécifiques, incombe entièrement à la classe ouvrière. Selon la ligne définie par le 5^{ème} Congrès Syndical Mondial, tenu à Moscou en 1961 et auquel participa de plein droit l'UNTA, le petit syndicat subordonné à la direction politique du MPLA. Or on connaît la déviation «*jacobine*» du socialisme qui a finalement abouti à Identifier à la classe ouvrière l'appareil de la bureaucratie du parti politique.

De toute manière, dans la société coloniale angolaise, la classe ouvrière n'est qu'embryonnaire et relativement privilégiée, par rapport à l'immense masse des paysans spoliés de leurs terres, privés d'écoles et d'hôpitaux, voués au travail forcé, qui forment le véritable prolétariat actuel. Tandis que dans les circonstances présentes la classe ouvrière de définition traditionnelle, a plutôt partie liée avec la petite bourgeoisie urbaine,

Si selon le mot fameux, Marx a replacé la philosophie d'Hegel sur ses pieds, force est de constater que l'immense majorité des théoriciens marxistes traditionnels, persistent à se tenir debout sur la tête en ce qui concerne la révolution coloniale, et particulièrement la révolution angolaise.

Imbu de sa «*supériorité*» idéologique et sociale, le MPLA refusa les conditions d'unification du FNLA, car elles n'assuraient pas aux cadres du MPLA la possibilité de s'emparer bureaucratiquement de la direction du Front. Le MPLA se montra d'autant plus intransigeant qu'il demeura longtemps persuadé que le FNLA allait s'effondrer ou trahir la révolution, faute de cette «*direction idéologique*» que les membres du MPLA dans leur paternalisme de «*civilisés*», prétendaient lui apporter.

Cette erreur d'appréciation du MPLA, jointe à son incapacité d'entraîner les masses rurales ou à prendre la direction de leur mouvement, l'ont amené à commettre l'autre erreur «*jacobine*» qui consiste à attribuer, pour la libération des colonies, une importance démesurée au rôle de l'opposition antisalazariste métropolitain des delgadistes et des communistes, avec laquelle le MPLA entretient des liens étroits, nouée dans les années 50 à partir du milieu universitaire au Portugal.

Dans un communiqué publié le 1^{er} octobre 1963 au Brésil, le général Delgado déclarait notamment: «*...Il me semble plus convenable que les États africains révisent leur tendances qui consiste, dans le domaine de la lutte anticolonialiste, à n'aider, par leur appui moral ou matériel, qu'à l'attaque dans les colonies contre les troupes de la dictature. Au contraire, la lutte directe contre la dictature au Portugal, c'est-à-dire in loco, contre le cerveau d'où émanent les ordres de cette guerre, me paraît beaucoup moins coûteuse, plus rapide et plus efficace...*».

Le F.N.L.A. ne sous estime certes pas l'importance des manifestations populaires au Portugal contre la guerre coloniale et le fascisme. Son organe officiel «*La Voix de la Nation angolaise*» a consacré en son temps de longues chroniques au soulèvement de Béja, aux manifestations de femmes, aux désertions. Le numéro du 15 mai de «*Juventude revolucionaria*» assurait le lieutenant aviateur Silvino-Samuel da Lux qui avait déserté au Nigeria (d'où il voulait rallier ses anciens adversaires) qu'il lui aurait «*réservé un accueil bienveillant*».

Mais jusqu'à présent, tous les contacts avec l'opposition antisalazariste ont buté sur le refus de celle-ci de se prononcer publiquement et sans ambiguïté en faveur de la liberté immédiate et complète des colonies. Or dans ces conditions comment tabler sur des opposants dont on n'est pas sûr qu'arrivés au pouvoir ils ne continueront pas la guerre coloniale? Même si certains d'entre eux sont personnellement résolus à accepter l'indépendance, leurs alliances avec les salazaristes repentis, la force des hommes d'affaires colonialistes, celle de l'armée et des «*pieds-noirs*» peuvent tout remettre en question.

Mais que l'opposition modifie sa stratégie, ou que d'autres groupes de l'opposition acceptent de lier de manière révolutionnaire la lutte en Europe contre le salazarisme et toutes ses structures avec le soutien aux objectifs du F.N.L.A. en Angola, un pas décisif aura alors été franchi, qui permettra de prendre en tenailles, dans une poussée commune, l'ignoble régime de Lisbonne.
